

Algérie, avec la démission de Bouteflika la mobilisation populaire a marqué un point

C'est avec « Bouteflika dégage ! » qu'ont éclaté les premières manifestations en Algérie fin février 2019, quand Bouteflika a annoncé qu'il allait se représenter pour un cinquième mandat. Les manifestations n'ont fait que s'amplifier ensuite, dans tout le pays, et les grèves se sont multipliées. L'armée a fini par lâcher cet homme devenu impotent et le pousser dehors. La hiérarchie militaire avait toujours été un soutien indéfectible de Bouteflika. Mais pour tenter de calmer la population, le chef d'état-major Gaïd Salah a fini par « démissionner » Bouteflika le 2 avril. Ce furent bien sûr des explosions de joie dans toute l'Algérie.

Mais la population ne s'est pas laissé duper. Vendredi 5 avril, la 7^{ème} manifestation hebdomadaire, la première après la démission de Bouteflika, a été au moins aussi nombreuses que les précédentes. Massivement les jeunes, les femmes, toute la population, a envahi les rues de toutes les villes, de l'Est à l'Ouest, et même aux portes du désert, dans les cités pétrolières.

Dans de nombreuses villes, des manifestations ont lieu presque tous les jours. Plus de la moitié de la population algérienne a manifesté à un moment ou un autre. De nombreuses grèves ont éclaté dans les entreprises, celles du secteur public comme du privé. Les dirigeants des syndicats, dont le plus important l'UGTA, ont été dénoncés comme complices du système.

Rien ne semble en mesure de faire céder la détermination de la population.

En chassant Bouteflika, l'armée

tente d'engager une transition en douceur pour promouvoir d'autres représentants politiques qui auraient l'assentiment de la population. Des élections et assemblée sont annoncées dans quelques mois. Ceux qui sont à la tête de l'Algérie depuis des dizaines d'années sont prêts à ce que tout change à la tête de l'État... pour que rien ne change dans la société. Mais la population n'a aucune confiance et rejette tous les anciens dirigeants de l'époque de Bouteflika, y compris Gaïd Salah. Les manifestants exigent et écrivent sur leurs banderoles et pancartes « Système dégage » ! Que tous ceux, politiciens, capitalistes et militaires qui se sont enrichis et ont dilapidé les richesses de l'Algérie dégagent.

Alors que le pays est riche en hydrocarbures, les services publics se dégradent, les écoles sont surchargées, les hôpitaux sont à l'abandon. L'été dernier, une épidémie de choléra, cette maladie de la pauvreté, a frappé. En même temps, les affairistes siphonnent les recettes du pétrole, du gaz, du BTP ou de l'import-export. Les capitalistes étrangers, les Renault, Total, Sanofi ou Lafarge, ne sont pas en reste, attirés par les ressources du pays et la main-d'œuvre bon marché. La population n'en peut plus du chômage, des salaires à 100 euros, du mépris du pouvoir en place. « Que tous partent ! » exige la population. Des élections sous le contrôle de la population elle-même sont proposées par des manifestants, et une assemblée constituante qui refonderait la constitution, ainsi que le jugement des corrompus.

Des millionnaires très connus se sont enrichis notamment grâce à la corruption des marchés publics. Certains s'apprêtaient à quitter le pays. Ils ont été ramenés et interdits de sortir du territoire. Quelques enquêtes ont été ouvertes pour corruption et détournement de fonds publics. De nombreux haut cadres de l'armée, en activité ou pensionnés, sont aussi impliqués dans le système de corruption, quelques-uns sont mis en cause par la justice. Le gouvernement de transition et l'état-major, sous la pression de la population qui crie « Ils ont les millions, nous sommes des millions » tentent de lâcher du lest, pour éviter de tous couler avec le « système ».

Les révoltes tunisienne et égyptienne de 2011 furent elles-aussi porteuses de grands espoirs. Bien des protestataires y ont donné leur vie. Pourtant l'espoir des classes populaires

de ces deux pays a été trahi. Les riches ont gardé le pouvoir réel. En Égypte, un dictateur a pris la place du précédent. En Algérie même, l'armée peut représenter un danger. Par le passé, elle a montré qu'elle était prête aux pires massacres. Ce fut notamment le cas en octobre 1988, quand les jeunes des quartiers populaires se mobilisèrent et que l'armée en tua plusieurs centaines.

Des intérêts contradictoires se dissimulent derrière l'unanimité des manifestants. La majorité d'entre eux veulent avoir un travail et pouvoir en vivre dignement. Par contre, Des privilégiés, comme le milliardaire Issad Rebrab, patron de Cevital, veulent une plus grande part du butin.

En fait, l'avenir de la situation en Algérie va dépendre de la capacité de la population, et en particulier des travailleurs des grandes entreprises, de maintenir leur mobilisation, de ne pas se laisser tromper par des politiciens bourgeois que l'armée va pousser en avant.